

L'Agefi

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **73 (1993)**

Heft 3

PDF erstellt am: **13.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

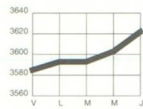
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

WALL STREET

Les bons résultats de société poussent le DJ près de son record: il termine à 3621,63 en hausse de 18,44



DOLLAR

Bond du billet vert: 1,4223 franc, 1,6128 mark et 107,45 yen: L'ECU cote 1,1708 à New York



EURO-FRANC SUISSE

L'offre pour le taux à trois mois est à 4 7/16% et la demande à 4 9/16%



BOURSE SUISSE

Nouveau record du SPI qui termine à 1626,89 points en hausse de 8,35



L'AGEFI LE QUOTIDIEN SUISSE DES AFFAIRES ET DE LA FINANCE

Reprise ou pas reprise?

Alain Fabarez

Comme «to be or not to be», la question déroute les esprits, du responsable politique au chef d'entreprise, en passant par n'importe quel collaborateur, qu'il soit du domaine public ou privé. Reprise ou pas reprise, chacun s'y essaye, du plus vénéérable institut conjoncturel à l'ouvrier lambda, qui scrute chaque matin l'humeur du patron et le volume du labeur qu'il a à accomplir. Reprise ou pas reprise, nos édiles sont aujourd'hui à peu près tous d'accord pour dire qu'elle est à portée de voix et qu'elle devrait poindre ces prochains mois, et au plus tard au milieu de l'année prochaine. Tous les instituts conjoncturels suisses, les grandes banques, les économistes, l'OCDE, le FMI, etc., nous rabattent les oreilles pour nous asséner, tel le Docteur Coué, que c'est sûr, c'est vrai, qu'il n'y a plus à s'y tromper, nous allons entrer dans un nouveau cycle de redémarrage économique. Même le dernier sondage de Dun & Bradstreet souligne que les chefs d'entreprises ont de nouveau la souris et s'attendent à une reprise des commandes. Pourtant, malgré cet engouement, ou plutôt cette volonté extérieure de croire au redémarrage économique, force est de reconnaître que les interrogations sont là. Et nombreuses. La première a trait à son ampleur même. Selon les instituts ou les sources, on estime que la progression du PNB en 1994 devrait se situer entre 0,5 et 2% pour les plus optimistes. Certes, c'est déjà en soi une bonne nouvelle, mais ce qui est tout aussi certain, c'est que si cette reprise ne se situe que dans ces niveaux de progression, elle risque de fragiliser le levier absolument nécessaire d'un retour à la reprise, c'est-à-dire la confiance. C'est là que le diable montre toute son ampleur: sans reprise pas de confiance, sans confiance pas de reprise. Qui de la poule ou de l'oeuf va pouvoir poindre et faire redémarrer la machine, en raison d'un moral au ras des pâquerettes et de la peur du chômage pour la plus grande partie de la population? Tout ceci assorti d'un manque de liquidités pour les entreprises et d'un endettement important. A n'en pas douter, sans coup de pousse des autorités politiques, la reprise sera insuffisante, car elle n'amènera pas une diminution du chômage. Il est donc absolument nécessaire que nos autorités n'attendent pas le miracle d'un retour à la croissance fondé sur les cendres du reste des années 80, mais donnent le coup de pousse salutaire, par une baisse encore plus importante des taux, une libération de la masse monétaire et une politique budgétaire fédérale et cantonale agressive, permettant par ces biais de créer la demande, qui fait toujours défaut. Sans cela, on risque, comme soeur Anne, d'attendre du haut de la tour et de ne voir venir que des mirages. Chaque entrepreneur attendant de l'autre qu'il donne le coup d'envoi.

Prévisions encourageantes du KOF pour 1994
La récession helvétique joue ses dernières cartes

La reprise est amorcée au cours du troisième trimestre, grâce à la baisse des taux d'intérêt et aux exportations.

Emmanuel Garessus

Cette fois c'est presque sûr. La récession joue ses dernières cartes. Le KOF, le Centre de recherches conjoncturelles de l'EPFZ nous l'a assuré, hier, à Zurich, lors de la présentation d'automne de ses prévisions. Le professeur Bernd Schips avoue que le KOF a été trop optimiste l'an dernier, mais que s'il s'est trompé, c'est à cause de la Bundesbank, qui n'a pas abaissé ses taux d'intérêt assez vite. Cette fois, la reprise est là, au troisième trimestre 1993. Ce printemps, le KOF plaçait déjà la reprise au troisième trimestre 1993, mais elle démarra à partir d'un niveau plus bas que prévu ce printemps, car entre-temps la récession s'est aggravée en Europe. Les signes d'amélioration se multiplient: le recul des exportations s'est stabilisé, pour faire face à une légère progression. Les taux d'intérêt ont baissé et continueront de baisser, à 4,3% pour les taux d'intérêt sur les obligations de la Confédération en 1994, permettant un redémarrage de la demande, notamment grâce au bâtiment. Car les taux hypothécaires baisseront à 5 1/4% d'ici 1995, un plancher durable pour ces taux-là. Cette baisse des taux d'intérêt affaiblira un peu le franc suisse, d'autant que le différentiel de taux entre les monnaies européennes et le dollar s'affaiblira lui aussi. Mais rien de grave.

FINANCES PUBLIQUES: RIEN DE DRAMATIQUE

Il n'y a guère que la politique budgétaire qui freine encore la reprise, elle qui se montre une nouvelle fois pro-cyclique. Les déficits publics (Confédération, cantons, communes) atteindront 14 milliards en 1993, soit 4% du PIB. Mais, à condition qu'on ne prenne de nouvelles mesures restrictives à court terme, les affaires s'amélioreront rapidement, d'abord grâce aux communes, ensuite grâce

aux cantons. Les déficits publics ne représenteront plus que 3,3% du PIB en 1995. Aucune raison de dramatiser la situation des finances publiques, affirme Heinz Hollenstein. La dette de la Suisse par rapport au PIB, 39% en 1995, sera largement inférieure aux 70% de la moyenne des pays de l'OCDE. En outre, d'ici 1995, les déficits publics structurels se réduiront d'un tiers (3 milliards). Dès lors, presque rien ne s'oppose à ce que, après un recul de 0,8% du PIB en 1993, celui-ci augmente de 1,5% l'année prochaine et de 2,1% en 1995. La relance sera stimulée par un renversement du cycle des stocks et par une reprise des investissements d'équipement. L'indicateur des plans d'investissement montre clairement une amélioration. L'indicateur de marche des affaires reste stable, mais cela ne saurait durer.

SIGNES EXTERIEURS POSITIFS

L'environnement extérieur de la Suisse s'est aussi amélioré: les taux d'intérêt baissent partout. La crise du système bancaire dans certains pays s'est apaisée. Le pourcentage des investissements dans l'économie, à part au Japon, s'est normalisé. Et l'inflation s'inscrit partout en recul. A l'étranger comme en Suisse, les politiques budgétaires sont

toujours restrictives. Mais la croissance économique dans les pays de l'OCDE devrait atteindre 2,3% en 1994 et 2,8% en 1995, avec une croissance de 1,5% en 1994 et de 2,5% en 1995 pour la partie européenne des pays de l'OCDE, ce qui soutiendra la croissance de nos exportations.

INFLATION A 1,8% SI

Avec une reprise aussi modérée, pas de risque d'inflation. C'est d'ailleurs parce que l'inflation baissera encore que les taux d'intérêt pourront encore baisser. Même si la Buba ne baisse pas ses taux, les autres pays européens le feront, pense Thomas Hess. En Suisse, l'inflation tombera de 3,3% en 1993 à 1,8% en 1994 et 1,8% également en 1995. La question de la TVA n'a pas été prise en compte dans ces calculs. Le peuple suisse votera sur son introduction en novembre. Une acceptation augmenterait assez sensiblement les prix l'année prochaine, mais le KOF a préféré en rester à l'hypothèse d'une poursuite de l'icha, même s'il préférerait que la TVA soit introduite, pour améliorer l'efficacité des recettes fiscales. La situation ne s'améliorera pas au niveau de l'emploi. Il faudrait que la croissance atteigne 2% pour que le chômage diminue dans notre pays. Après un recul de 3% en 1993, l'emploi va encore baisser de 0,5% en

1994, avant de se reprendre de 0,4% en 1995.

20.000 CHOMEURS SORTENT DES STATISTIQUES

Par rapport à la situation de la fin 1990, l'économie suisse a perdu 190.000 emplois, une baisse de 5,5%. Le taux de chômage se montera à 4,8% l'an prochain et à 4,3% en 1995. C'est au premier trimestre 1994 que la situation de l'emploi aura atteint son niveau le plus bas. Le nombre de chômeurs sera de quelque 200.000 en janvier (5,5%). Un phénomène dont on ne parle guère aura aussi un impact sur ces chiffres, celui des renoncations à un emploi (la réserve cachée). Il s'agit de personnes qui ne cherchent plus d'emploi. Le KOF part de l'idée que seuls les deux tiers des personnes qui quittent le marché du travail entrent dans les statistiques de chômage. Au cours des deux prochaines années, la moitié des 15-20 000 personnes par an qui seront privées des allocations de chômage sortiront des statistiques. La productivité continue d'augmenter en Suisse, de 1,4% par an depuis le début de la récession, soit à peine en dessous de la moyenne à long terme, qui se situe à 1,7%. Les salaires nominaux augmenteront de 2% en 1994, soit moins que l'inflation 1993, et de 2,2% en 1995.

PREVISIONS DU KOF POUR LA SUISSE (en pour-cent)

	1991	1992	1993	1994	1995
Consommation privée	1,5	-0,2	-0,1	1,0	1,6
Investissement					
Construction	-3,1	-2,3	-2,6	1,5	2,6
Bien d'équipement	-1,2	-9,6	-7,4	3,0	5,2
Exportations	-0,7	3,4	-0,6	2,6	3,9
Importation	-1,7	-3,8	-2,7	3,5	4,3
PIB réel	0,0	-0,1	-0,8	1,5	2,1
Emplois	-0,1	-2,2	-3,2	-0,5	-0,4
Inflation	5,9	4,0	3,3	1,8	1,8